CLAUDE NICOLET

Mendès France, le(s) mendésisme(s) et la tradition républicaine

Le sujet peut paraître insolite et paradoxal. Quand il atteint le sommet de sa popularité, en juillet-août 1954, puis peut-être, à nouveau, après la chute de son gouvernement, disons entre février 1955 et février 1956, ce n'est pas précisément en tant que représentant d'une « tradition », même républicaine, que Pierre Mendès France attire l'attention et retient les cœurs. C'est même, apparemment, pour des raisons toutes contraires : il est plutôt le chantre de l'avenir, celui qui parle de « renouveau », qui veut « changer » des habitudes déplorables, ouvrir et dépoussiérer. Il est certainement plus prospectif que passéiste. Et l'on serait tenté, à premier examen, de dire que dans l'opinion de la plupart de ceux qui composaient alors ce qu'on est bien obligé d'appeler le mendésisme, il s'agissait moins de défendre une tradition, de s'insérer dans une lignée, que de chercher au contraire, plus ou moins consciemment, des thèmes de regroupement et des lignes de césure nouveaux. Pourtant, sa mort, à l'heure des bilans est ressentie comme la disparition d'un « sage », du témoin d'une longue continuité politique. Une « incarnation » de la République, comme on a dit.

Un tel destin n'a, en fait, rien pour surprendre : seuls le recul du regard et l'écoulement du temps dégagent, par une alchimie complexe, ce que nous appelons des « traditions ». Ce qui était ou semblait neuf se révèle parfois très ancien (ce qui n'a rien de péjoratif) ; ou bien au contraire les faits révèlent l'actualité toujours nécessaire de vérités très anciennes, oubliées ou cachées. Il ne faut pas s'en étonner : le « neuf » à tout prix n'est pas toujours bon, ou plutôt il n'est bon que s'il est conforme à des principes très simples et très anciens. Clemenceau, au soir de sa vie, appelait de ses vœux *quelque chose de très neuf et de très étonnant : la République.* Le mot ne déplaisait pas à Mendès

France, quand je le lui rappelais. Qu'en était-il donc de Mendès et du mendésisme ? Dans une tradition, ou hors des sentiers battus ? Mais on peut aussi inverser la question : y a-t-il une tradition républicaine en France, présentant seulement des variantes mineures, ou bien des familles politiques ou spirituelles diverses et incompatibles ? Et, dans ce cas, les choix et l'itinéraire de Mendès et de ceux qui l'ont suivi, à un moment ou un autre, étaient-ils cohérents, traditionnels ou nouveaux, fidèles ou révolutionnaires ?

La question, on le voit est, comme tout ce qui touche à la politique, à la fois pertinente et fausse. Elle admet deux types de réponses, d'ailleurs complémentaires : à une enquête objective de type historique (quels étaient objeetivement, à tel moment, les insertions, les références conscientes et avouées, les objectifs d'un homme politique et de ses partisans), doit s'ajouter une sorte d'examen de conscience des acteurs de cette histoire, qui amènera d'ailleurs peut-être des découvertes et des surprises rétrospectives. Il va sans dire que je n'ai ici la prétention de présenter ni l'une ni l'autre de ces approches. Tout au plus pourrai-je, en passant, indiquer les lignes de recherche à mes yeux nécessaires : en l'état actuel de la documentation, elles sont loin d'être toutes possibles.

L'aspect prospectif de la carrière et de l'image de Mendès France n'est pas mon propos : mais il faut le rappeler, pour bien comprendre certaines contradictions et certains malentendus, lorsqu'il s'agira pour le mendésisme de s'organiser et de trouver un point d'insertion (tout provisoire) dans le jeu des partis. Jeune et brillant parlementaire radical dès 1932, connu comme spécialiste des questions monétaires et financières, cela bien sûr ne suffit pas, même s'il figure parmi les « jeunes-Turcs » du Parti (avec Jean Zay, Pierre Cot, Jacques Kayser, et d'autres) pour faire de P. M. F. un « marginal » : mais néanmoins le voilà dès le départ pour le moins indifférent à la rhétorique en usage alors dans les Congrès radicaux. Plus remarquable encore : une rencontre avec les réalisations du *New Deal*, par l'intermédiaire de Georges Boris, lui-même socialiste ouvert aux réalités mondiales, et particulièrement anglo-saxonnes, et brièvement, en 1938 avec la pensée de J.-M. Keynes. Encore plus marquante, l'expérience acquise lors du séjour en Angleterre pendant la guerre, l'observation de l'économie de guerre et de la planification (acceptée par les conservateurs eux-mêmes). Puis, entre 1945 et 1950, ayant choisi d'abandonner les responsabilités ministérielles, Mendès France acquiert au Fonds monétaire international, au Conseil économique et social de l'ONU, une expérience internationale, en particulier pour les problèmes économiques du Tiers Monde, qui tranche sur les traditions

hexagonales. Enfin, lorsque commence à se modeler sa figure dans l'opinion attentive, vers 1950 (grâce à ses premières interventions importantes, à l'Assemblée, dans la presse ou dans des Congrès radicaux), c'est à coup sûr un langage discordant, original, solitaire mais en même temps populaire, que l'on perçoit : un homme politique qui parle (et bientôt qui écrit) de *la science économique et de l'action*, qui dénonce les blocages d'une économie et d'une société « malthusienne » (le mot est alors popularisé par les démographes, Sauvy entre autres), qui, tout en restant bien sûr libéral, s'affirme planificateur, volontariste, et productiviste : c'est le Président de la Commission des Comptes de la Nation que l'on écoute en dressant l'oreille, au temps où fleurissent pourtant « l'immobilisme » ingénument assumé par les radicaux (qui, avec le long ministère Queuille, ont retrouvé le pouvoir) ou la vision strictement monétariste d'Antoine Pinay. Tout cela, a coup sûr, n'aurait rien de « traditionnel », si l'on prend pour la tradition les règles du jeu de l'époque.

Mais il y a plus : Mendès à coup sûr apparaissait d'ailleurs à juste titre dans ces années-là comme étranger, sinon opposé, aux « règles du jeu », c'est-à-dire aux institutions. Caractéristique à cet égard son attitude lors de sa première investiture (manquée de peu) en juin 1953. Sa longue conversation avec Vincent Auriol, publiée dans les *Mémoires* de ce dernier, est significative : l'irritation (encore lisible) des deux interlocuteurs vient d'un malentendu fondamental : ce qu'Auriol appelle « l'esprit velléitaire » de Mendès, c'est en fait le refus d'un rite. Dans un de ses ultimes entretiens, Mendès contestera d'ailleurs sinon l'esprit, du moins la lettre des expressions que lui prête Auriol, comme typiques d'un jargon parlementaire qu'il n'aurait jamais pratiqué. Vouloir former un ministère sans négocier avec les partis, en 1953 (comme il le fera en 1954), est-ce un comportement de type gaulliste, ou le retour vers une tradition si ancienne de la République qu'on l'avait oubliée ? En fait, il faut se rappeler d'abord que, comme l'ensemble des radicaux, Mendès (qui a voté contre la Constitution de 1946) n'est pas vraiment un homme de la IVe République. Mais même lorsque les Radicaux y eurent retrouvé leur place (après la fin du tripartisme), il n'est pas à son aise dans un régime où les combinaisons parlementaires sont entre les mains des états-majors des partis. Beaucoup plus tard, après le 13 mai 1958, et le retour de de Gaulle au pouvoir, Mendès parlera lui aussi des « hommes du système », de leur « effondrement », dans des termes qui auraient surpris ceux qui voulaient en faire un défenseur de la IVe République. Bref, lorsqu'il apparaît comme un homme d'Etat de premier plan sous les projecteurs de l'histoire, ce n'est certainement pas d'abord en tant

que représentant d'une tradition, mais au contraire comme un homme nouveau, difficile à classer, tourné vers l'avenir. Au soir de son investiture manquée de juin 1953, à laquelle j'avais assisté des tribunes de l'Assemblée, très frappé par la séance, par le ton absolument nouveau du discours, je répondais à la question d'un ami : « A quel parti appartient Mendès France ? » — « Radical ; mais ça n'a aucune importance. » En quoi, bien entendu, je me trompais lourdement : mais je crois l'erreur très significative.

Un an plus tard ou presque, premier « dîner anniversaire » de *L'Express*, quelques jours avant la constitution du gouvernement Mendès France. Devant un auditoire composé en majorité de jeunes gens très enthousiastes, Mendès, au sommet de sa forme, plaide pour l' « engagement » politique de la jeunesse, la pressant de prendre en main son destin. A la question « dans quel parti », il répond : « Je vais sans doute vous surprendre, mais je vous dis : au Parti radical. » Eclat de rire universel : deuxième contresens flagrant. Qui prouve seulement que l'opinion « mendésiste » (composée disons des lecteurs de *L'Express* d'alors), qui se cherche, ignore en fait le passé, les attaches, les filiations réelles de l'homme dont le langage a pourtant produit un choc. Malentendu, à coup sûr : mais c'est sur lui qu'il faut s'interroger. Qui avait raison, d'une opinion considérant qu'il y avait évidemment incompatibilité entre l'appel au renouveau et l'étiquette « radicale », ou de Mendès qui, plus sincèrement et naïvement qu'on ne le pensait alors, n'y voyait aucune contradiction ?

LA FIDÉLITÉ RADICALE

Radical, il l'était bien : pas seulement de cœur, mais membre du parti, depuis 1923. Il révélera plus tard avoir eu quelques hésitations à y revenir à la Libération, l'expérience de Londres et d'Alger, le comportement de beaucoup de radicaux en 1940, l'éloignant de la vieille maison. Il cède pourtant aux instances de Mazé. En tout cas, publiquement, de 1946 (où il vote contre la Constitution) jusqu'en 1955, il n'est rien d'autre que radical. D'après certains témoignages, il serait même, en 1947-1948, parmi les radicaux auxquels Auriol penserait à confier le pouvoir. Il faudrait écrire très sérieusement l'histoire du parti dans cette période pour mesurer la situation exacte de Mendès. Car on est bien sûr en droit d'être surpris : même s'il y a bien des chambres dans la demeure du Père, le radicalisme des années 1950, tel qu'il apparaît du moins à travers les hommes qui le représentent, est désormais nettement orienté à

droite : de G. Laffargue à Charles Brune, de René Mayer à J.-H. David et autres, il s'agit d'un radicalisme d'affaire, durement anticommuniste, très influencé, on le sait, par les milieux colonialistes (Pierre Mas au Maroc, Henri Borgeaud en Algérie, etc.). Le fait que Mendès France ait été chargé en 1952 et 1953 du rapport économique aux Congrès de Bordeaux et d'Aix-les-Bains ne doit pas faire illusion sur son rôle dans le parti à ces dates : il est pratiquement nul au niveau de l'organisation (groupe parlementaire et place de Valois) : son activité, en fait, est ailleurs, et depuis 1950 ou 1951 il a acquis, à titre personnel et en désaccord profond avec les dirigeants du parti, une audience nationale. Ses rares partisans parmi les parlementaires à cette époque, sont ou bien des amis personnels, ou bien des isolés. Ou bien des organisations récentes, regroupant de jeunes hommes encore inconnus, comme le *Club des Jacobins*. Des voix pourtant, même parmi les notables du parti (Marcel Perrin Valabrègue, d'autres amis de Daladier aussi) s'élèvent, vers 1953, contre la colonisation du parti par des politiciens d'extrême-droite. Ici ou là, commence à retentir un appel à la base, qui réclame un « retour aux sources », c'est-à-dire à l'orientation franchement à gauche du parti.

On connaît la décision prise en fin de compte par Mendès en février 1955, au lendemain de sa chute, lorsqu'il lui fallut trouver le terrain de son prochain combat et utiliser au mieux le flux impressionnant d'adhésions qu'il avait recueillies dans l'opinion en juillet 1954 et février 1955 (on a avancé le chiffre de 250 000 lettres pour le premier cas, 50 000 pour le second). A ces offres de service, il répondit par la proposition de *conquérir, rénover, utiliser le Parti radical.* Dès les années 1956-1957 (au cœur du combat douteux) certains pouvaient s'interroger sur les raisons et la validité de cette décision : d'abord, parce que l'entreprise se traduisait par un échec, ensuite parce que beaucoup de néophytes, qui ne venaient pas tous de cet horizon, avaient été secrètement choqués de la solution adoptée (par ex. la réaction de Pierre-Henri Simon).

A plusieurs reprises, Mendès lui-même a donné une réponse à cette interrogation. Réponse double : il invoque d'abord les circonstances. Il ne voulait ni ne pouvait créer un nouveau parti, secondairement par manque de moyens financiers, primordialement parce que ce parti serait par la force des choses le parti d'un homme (comme le RPF) et que lui, Mendès, n'en veut à aucun prix. Mais il y a aussi une autre explication, que je crois plus profonde, et qu'il a avancée avec une remarquable constance. D'abord, il s'est toujours senti radical, radical de gauche peut-être, ayant de bons contacts avec les socialistes mais en fin de compte parfaitement à son aise dans la grande tradition

du radicalisme humaniste d'Herriot ou de Daladier. Ensuite, il a toujours professé que l'existence d'un grand parti du centre-gauche, non marxiste, mais près à s'entendre avec les socialistes, prêt à promouvoir des réformes, et soucieux de défendre les libertés républicaines, était un élément nécessaire à l'équilibre de la vie politique française. Et que, depuis que le Parti radical avait cessé de jouer ce rôle, il manquait quelque chose à la République. Or, vers 1954-1955, il a le sentiment très net qu'il existe encore une base, une « piétaille », comme il dit, au Parti radical, qui représente exactement cette vocation, qu'elle est encore suffisamment nombreuse, quoique confisquée, réduite au silence par l'appareil et les notables du parti. Qu'il est donc possible et nécessaire de lui redonner la parole, et qu'ensuite un parti rénové et rétabli dans sa vraie tradition pourra attirer à nouveau des adhésions suffisantes pour constituer une nouvelle donne sur l'échiquier politique. L'analyse était au fond très simple. Mendès a toujours dit que son « expérience » gouvernementale, qu'il considérait (malgré l'appel « au-delà des partis ») comme une expérience « de gauche », était condamnée d'avance dans la Chambre « de droite » de 1951. Il fallait donc préparer un renversement de majorité en vue des prochaines élections, pour constituer, avec les socialistes et quelques petits groupes (en espérant un éclatement des gaullistes) une majorité de gauche (sans les communistes). Loin d'être un pis aller, le choix tactique du Parti radical était inévitable. Et cela d'autant plus que la prise de pouvoir au sein du Parti radical était à ses yeux une « libération » de la base contre des « féodalités » (1) (lettres à P. A. Falcoz et C. Nicolet). A la lumière de cette analyse, les rapports aux Congrès de 1952 et 1953 se comprennent beaucoup mieux : c'est très sincèrement et très lucidement que Mendès plaide, déjà, une « orthodoxie » radicale qui, en réalité, devait inquiéter, et n'a pas manqué de le faire, les maîtres du parti. En tout cas, tel fut bien le jeu joué entre 1955 et 1957. D'où, historiquement, une phase « mendésiste » du radicalisme, qui devra un jour être l'objet d'une histoire précise et complète. D'où une des pièces très importantes de ce jeu : la recherche, l'affirmation, la diffusion d'une doctrine qui — tout en étant, comme on verra, moderne et scientifique — se situe, pour en retrouver le droit fil, dans *la* tradition radicale. Bien des témoignages (dont certains encore inédits) prouveraient l'importance que Mendès France attribuait, dans cette période, à cette

(1) D'où le sentiment qu'en décidant la dissolution anticipée de l'Assemblée en décembre 1955, Edgar Faure prenait de court ce calcul stratégique : « Quel service vous rendez (à la droite) ! »

démarche mi-historique mi-théorique : je n'évoquerai que l'*Ecole des Cadres du Parti radical*, et les *Cahiers de la République*, deux entreprises complémentaires qui lui tenaient à cœur. Quand il s'adressait aux militants anciens et nouveaux, il prêchait alors, plus ou moins, des convaincus. Dès cette époque cependant, on pouvait noter certaines résistances de la part de « mendésistes » qui tenaient à prendre leurs distances avec le radicalisme, même rénové. En même temps, d'ailleurs, l'ambiguïté du mendésisme se marquait dans le désir de regrouper, au-delà des frontières de parti, des individus ou des tendances jugées, à tort ou à raison, plus proches du mendésisme que de leurs propres amis politiques. Chrétiens de gauche, marxistes en proie aux « aventures de la dialectique » comme Merleau-Ponty, gaullistes de gauche (comme Capitant), minorité socialiste.

En tout cas cette nécessité (qui n'était pas seulement tactique) de plaider un dossier « radical » a eu, pour employer la jolie expression de Lacouture, pour résultat une véritable *aventure archéologique*, qui a à coup sûr contribué, vers les années 1956-1959, à une certaine « redécouverte » historique du radicalisme.

Cette aventure était-elle purement artificielle, comme le pensent certains, qui voient dans le ralliement de P. M. F. et de certains de ses amis au socialisme en 1959 l'aboutissement logique ou le redressement d'une démarche fourvoyée ? J'y vois au contraire, pour ma part, une logique profonde. Ce qui ne pourrait surprendre que ceux qui identifiaient trop facilement tradition républicaine et IVe République, radicalisme et Parti radical des années 1945-1954. Sans doute, comme chaque fois qu'en politique (ou en religion) il est question de tradition, il faut s'expliquer avec précision. Le radicalisme était presque aussi divers dans ses évolutions historiques successives, que la République elle-même. Et cependant il implique un certain nombre d'attitudes que l'on retrouve dans toutes les phases du mendésisme. Elles ne sont pas toujours mises au premier plan des préoccupations ou du combat, mais, pour peu que les circonstances le demandent, elles ressurgiront à tour de rôle. A certains moments (par exemple en 1956, lorsque la création d'une *Revue* de type intellectuel incite à multiplier les approches, voire les recherches, dans tous les domaines, ou plus tard, quand Mendès se raconte), elles se nouent en un faisceau plus précis. Mais on peut remarquer qu'elles sont présentes presque toujours implicitement ou explicitement. Essayons, pour conclure, d'en dresser un bref inventaire. D'abord, ce qu'on pourrait appeler la « technicité », en matière économique, qui pourtant, à aucun moment, n'est résignation empirique devant je ne sais quel état de fait. La technicité, c'est d'abord la science (économique au premier chef)

au service de l'action ; c'est la connaissance des mécanismes du réel, mais pour pouvoir les utiliser. Or c'est là une tradition (positiviste, si l'on veut) que le radicalisme, et même le républicanisme au sens large, avait toujours revendiquée. Cette importance accordée aux questions économiques et financières produit, à l'égard du marxisme, une attention polie, égale à celle qu'on réservera à toutes les théories, sous bénéfice d'inventaire. On en parle peu jusque vers 1956. A cette date, la crise évidente des communismes stalinien et du marxisme conduit à quelques interrogations : mais, à y regarder de près, très semblables à celles d'un Debierre au Congrès radical de 1904 ou de Sarraut face aux socialistes en 1928. Mais la technicité, l'utilisation de la science, n'exclut pas la révolte contre les « privilèges » (pas forcément les inégalités) et les « blocages », lorsque ceux-ci choquent une certaine morale. D'où le thème (dès 1952 et 1953) des « abus » à débusquer, des réformes urgentes à faire — si l'on veut éviter une révolution : c'est le sens de la formule qui a eu une si belle fortune : *car — écoutez ces rumeurs qui montent, nous sommes en 1788*. Mais là encore, rien de plus radical : c'est du Léon Bourgeois de 1908. De ce positivisme ressortit aussi la vision productiviste, expansionniste, de l'économie ; il faut faire sa place au progrès, et d'abord au progrès quantitatif et qualitatif de la production (en particulier pour juguler l'inflation, conçue comme marque d'une insuffisance de l'offre), et pour permettre une répartition qui ne soit pas de pénurie. Qu'elle soit consciente et voulue, ou qu'il s'agisse d'une simple convergence, la rencontre avec les doctrines « positivistes » des années 1880 (avant le repliement protectionniste) est flagrante. D'où également l'intérêt porté, dès le ministère de 1954, à l'organisation de la recherche scientifique, qui s'épanouira à partir de 1956 avec la fondation de l'Association et les Colloques de Caen (1956 et 1960). Mais même s'il n'était pas directement conscient du grand débat intellectuel (on dirait presque : épistémologique) qui a traversé le républicanisme français du XIXe siècle, entre le positivisme (relativiste) et l'idéalisme hérité des Lumières et des Droits de l'Homme, le mendésisme en retrouvait spontanément les termes, précisément parce qu'il était né et s'était nourri au terroir radical, pour qui ces choses étaient passées à l'état de seconde nature. La jeunesse de Mendès a été marquée aussi par les combats de défense républicaine, des droits de l'homme et des libertés, tout comme son passage à Londres par le refus de la démission nationale. D'où la paraphrase spontanée des formules d'Alain, *la République doit se construire sans cesse* et *la République est toujours menacée* (employées par Mendès en 1955) dans des discours publics importants à Strasbourg et dans l'Est, devant des militants

radicaux, il est vrai. Thème qui trouvera, naturellement, un développement immense aux pires moments de la guerre d'Algérie et plus tard dans l'opposition au régime gaulliste. Il est remarquable que dans son discours de la Mutualité le 14 octobre 1959 pour son « ralliement » au PSA il n'ait rien abandonné de ces thèmes, et n'ait invoqué, comme références historiques, qu'Herriot et Blum, Jaurès, le *Contrat social* et la Déclaration de 1789, sans un seul mot sur le marxisme, (*CDR*, 22, novembre-décembre 1959).

Les tentatives d'inventaire intellectuel menées (en contact étroit avec P. M. F.) par les *Cahiers de la République* entre 1956 et 1963) confirment ces conclusions. Le jeu serré joué au sein du Parti radical n'explique pas tout. Sans doute, il fallait à la fois plaider, auprès des notables et des anciens militants plus ou moins réticents, l'argument de la légitimité radicale du mendésisme, dans un certain sens (disons le mot) « récupérer » une tradition ; mais d'un autre côté, il fallait plaider la légitimité du radicalisme auprès de nouveaux adhérents et de sympathisants venus d'ailleurs. Certains (souvent des chrétiens de gauche) étaient hostiles, ou goguenards ; d'autres (Merleau-Ponty en particulier) posaient des questions fort pertinentes (*s'agirait-il d'un radicalisme d'avant 1900, c'est-à-dire d'avant le socialisme, ou bien de ce radicalisme d'après le socialisme qui sera peut-être la grande nécessité de demain ?*, lettre de mai 1956 à P. M. F.). Mais une telle situation n'avait, si l'on y réfléchit, rien de neuf ni de très original : le républicanisme français (et son microcosme radical) se sont faits à coups de ralliement successifs. Et le chemin était parfois largement ouvert avant Mendès France. Je n'évoquerai ici que très rapidement, par exemple, le problème de la « laïcité ». La laïcité « sectaire » « anticatholique primaire », n'est guère qu'un fantôme rétrospectif : ce n'était celle ni de Ferry, ni de Buisson, ni d'Herriot. Avant Mendès et ses amis du groupe *Reconstruction* (Paul Vignaux), ou même du MRP (Robert Buron), un René Billères, radical et laïque irréprochable, pouvait être catholique. Mais on peut remonter plus haut encore. Une des constantes du « républicanisme de gouvernement » dans sa plus haute expression (Gambetta et Ferry, si l'on veut) a toujours été de tenir ouvertement un double discours : aux « républicains de la veille », montrer qu'il faut décanter le vieux programme de ses rêves utopiques, à la fois impuissants et inutilement dissuasifs, « sérier les questions », « procéder pas à pas », choisir, « obtenir des résultats ». Aux ralliés indispensables (car la République qui se veut unanimiste, doit être, en tout cas, fortement majoritaire), de droite comme de gauche, traditionalistes ou révolutionnaires, il faut montrer que par son sérieux, son caractère scientifique, la Répu-

blique permettra de dépasser les vieux clivages, les apories qui ont bloqué la vie politique française depuis la Révolution. On peut de nos jours redécouvrir, textes oubliés à l'appui, les fondements théoriques de ce double mais nécessaire langage. Mais il était implicitement adopté, intériorisé en quelque sorte par ces Républicains « de naissance », si j'ose dire, qu'étaient Mendès et le noyau dur de ses partisans. Les formules les plus célèbres se font écho : quoi de plus « gambettiste » que la plrase du congrès extraordinaire de la Salle Wagram, le 3 mai 1955 : *deux ou trois idées claires et un calendrier* ? Quoi de plus « ferryste » que les propos répétés de P. M. F. en 1956 comme en 1962 sur le droit de dissolution, le gouvernement de législature ? Voilà deux références « opportunistes », pensera-t-on, qui eussent horrifié Mendès ; point du tout : prendre place dans une telle série lui paraît naturel et flatteur (lettre à C. Nicolet, 23 novembre 1981). Quand les *Cahiers de la République*, en mai 1956, adoptent pour devise « Liberté et efficacité », il ne faut pas y voir quelque sournois complot positiviste, une pierre dans le jardin du socialisme : la formule était de Georges Boris. Cette clé symbolique résume assez bien, à mon avis, la vraie solution au problème que j'ai tenté d'aborder ici : « socialisme », « radicalisme », sont des étiquettes un peu trompeuses, évoquent des taxinomies utiles, mais insuffisantes pour décrire dans son ampleur et sa profondeur l'aventure mendésiste. Tout compte fait, le seul adjectif qui lui convienne est le plus souple et le plus riche : républicain.

V. Summary, p. 200.

RÉSUMÉ. — *Mendès France a pu apparaître, du début à la fin de sa carrière comme un homme hors des chemins battus, bousculant et cherchant à transgresser les frontières des partis traditionnels, plus porté à l'action prospective, originale, qu'à l'illustration d'une tradition. D'où, pour certains, le paradoxe et l'erreur tactique constitués par la « prise de pouvoir » au sein du Parti radical en mai 1955, indigne des espoirs suscités par Mendès, et d'ailleurs vouée à l'échec. Le présent article tend à montrer, au contraire, que la carrière et l'itinéraire de M. P. F. s'inscrivent normalement dans une tradition radicale et républicaine, dans une tentative de rénovation consciemment voulue et pensée, surtout depuis 1956, dans l'axe de la constitution d'un vaste regroupement réformiste du centre gauche, socialisant mais à la tonalité à la fois scientifique et idéaliste. Une telle attitude apparaît à trois quarts de siècle de distance, très semblable à celle des « Pères Fondateurs » des années 1880-1890, des « Républicains de gouvernement » qui ont installé la République en France.*